



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1996/479*
2 juillet 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRES IDENTIQUES DATÉES DU 27 JUIN 1996, ADRESSÉES AU SECRÉTAIRE
GÉNÉRAL ET AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE CHARGÉ
D'AFFAIRES PAR INTÉRIM DE LA MISSION PERMANENTE DE LA TURQUIE
AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-jointe une lettre datée du 21 juin 1996 que vous adresse le Ministre des affaires étrangères de la République turque, S. E. M. Emre Gönensay (voir annexe).

Je vous serais très obligé de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et de son annexe à l'attention des membres du Conseil de sécurité et le faire distribuer en tant que document du Conseil.

L'Ambassadeur,

Chargé d'affaires par intérim

(Signé) Tuluy TANÇ

* Nouveau tirage pour raisons techniques.

96-16507 (F) 020796 020796

/...

9616507

ANNEXE

Lettre datée du 21 juin 1996, adressée au Secrétaire
général et au Président du Conseil de sécurité par le
Ministre des affaires étrangères de la Turquie

La lettre que le Ministre des affaires étrangères de la République d'Iraq vous a adressée le 28 mai 1996, et que contient le document du Conseil de sécurité publié sous la cote S/1996/401, en date du 31 mai 1996, appelait une réitération de la position turque sur la question de l'Iraq.

Depuis que la crise du Golfe a éclaté, la Turquie compte parmi ceux des pays qui ont le plus régulièrement mis l'accent, dans chacune des instances multinationales, sur la souveraineté, l'indépendance politique et l'intégrité territoriale de l'Iraq, que réaffirment toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, en particulier la résolution 688 (1991). Il reste que si le respect de l'intégrité territoriale de l'Iraq constitue une obligation pour la Turquie autant que pour les autres membres de la communauté internationale, l'Iraq est tenu, pour sa part, d'empêcher que son territoire ne serve à organiser des actes de terrorisme contre la Turquie. La Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies (résolution 2625 (XXV) de l'Assemblée générale, en date du 24 octobre 1970) stipule à cet égard que chaque État a le devoir de s'abstenir de tolérer sur son territoire des activités organisées en vue de perpétrer des actes de terrorisme sur le territoire d'un autre État. Il découle de ce principe qu'un pays ne peut faire autrement que d'avoir recours à la force requise pour se prémunir contre les attaques lancées à partir d'un État voisin si celui-ci n'est pas en mesure ou n'est pas capable d'empêcher que son territoire ne serve à tel effet.

Le fait est malheureusement que l'Iraq n'est en mesure d'exercer son autorité ni sur le territoire ni sur l'espace aérien d'une partie du pays. La Turquie ne peut donc à ce stade ni demander au Gouvernement iraquien de s'acquitter des obligations qui lui incombent, ni tenir aucune autorité légitime dans le nord de l'Iraq pour responsable au regard du droit international des actes de terrorisme commis dans la région ou à partir d'elle. Cela étant, on ne saurait attendre de la Turquie qu'elle laisse faire, alors que son intégrité territoriale, mais aussi la vie de ses citoyens sont constamment menacées par les incursions impudentes d'une organisation terroriste basée et opérant dans le nord de l'Iraq, dont les visées séparatistes à long terme sont connues du monde entier. Les mesures auxquelles la Turquie est contrainte d'avoir recours afin d'assurer sa propre sécurité, dans un souci justifié de légitime défense, ne peuvent être considérées comme des atteintes à la souveraineté de l'Iraq. Comme elle l'a déclaré et réaffirmé à bien des reprises, tant que l'Iraq ne sera pas en mesure d'exercer à nouveau ses responsabilités et de s'acquitter des obligations en découlant au regard du droit international, la Turquie devra prendre les mesures voulues pour faire face à la menace terroriste dans la région et empêcher que le maintien de la paix et de la stabilité régionales ne soit compromis. Pour ce qui est des doléances formulées dans la lettre du Ministre des affaires étrangères de la République d'Iraq, il convient donc de préciser à nouveau que les mesures considérées ne visent que les éléments et les

/...

ressources de l'organisation terroriste, et que le plus grand soin a toujours été pris de ne pas causer de tort à la population civile innocente.

Je tiens enfin à faire observer que la question ne peut plus être considérée comme n'intéressant que l'Iraq et la Turquie, l'action terroriste du PKK, dans laquelle on s'accorde de longue date à voir une facette du terrorisme international, ne reconnaissant plus les frontières entre ces deux pays. Chacun sait maintenant que l'organisation terroriste considérée et son chef reçoivent protection et soutien de l'un des Membres de l'Organisation des Nations Unies, savoir la République arabe syrienne. Il ne fait aucun doute que l'attitude de ce pays est contraire non seulement au principe du bon voisinage, mais aussi à l'engagement que tous les États Membres ont pris dans la Déclaration figurant en annexe à la résolution 49/60 de l'Assemblée générale, en date du 9 décembre 1994, intitulée "Déclaration sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international", ainsi que dans un certain nombre de résolutions de l'Assemblée, dont la résolution 50/186 du 22 décembre 1995, intitulée "Droits de l'homme et terrorisme", suivant lesquelles les États doivent remplir les obligations que leur imposent la Charte des Nations Unies et d'autres dispositions du droit international dans la lutte contre le terrorisme et sont instamment priés de prendre les mesures efficaces et résolues, conformément aux dispositions applicables du droit international et aux normes internationales relatives aux droits de l'homme, pour éliminer rapidement et définitivement le terrorisme international, et en particulier de s'abstenir d'organiser, de fomenter, de faciliter, de financer, d'encourager ou de tolérer des activités terroristes et de prendre des mesures pratiques voulues pour que leur territoire ne serve pas à des installations ou à des camps d'entraînement de terroristes, ni à la préparation ou à l'organisation d'actes terroristes à l'encontre d'autres États ou de leurs ressortissants.

Je vous serais très obligé de bien vouloir faire distribuer la présente lettre aux membres du Conseil de sécurité.

Le Ministre des affaires étrangères
de la République turque

(Signé) Emre GÖNENSAY
